



Communiqué

« Communiqué conjoint de la Région du Fleuve Mano sur la Réforme de la Politique en matière de drogues. »

Le 26 Octobre 2017 à Abidjan, Cote d'Ivoire

Nous, représentants des ministères et institutions étatiques, les organismes chargés de l'application de la loi, la société civile ainsi que les experts des politiques en matière de drogues qui avons participé à la consultation multisectorielle sur la réforme des politiques en matière de drogues dans la région du Fleuve Mano, qui a rassemblé à Abidjan du 25 au 26 octobre 2017 des participants venant des quatre pays de la région du Fleuve Mano à savoir la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria, la Sierra Leone et trois autres pays de la CEDEAO à savoir le Bénin, le Ghana et le Sénégal et une représentation de la Commission de la CEDEAO (en tant qu'observateur) , avons, par la présente, fait la déclaration suivante concernant la réforme des politiques en matière de drogues dans la Région du Fleuve Mano :

Rappelant le Plan d'Action de l'Union Africaine sur le contrôle des drogues et le Plan d'action régional de la CEDEAO sur la lutte contre le trafic de drogue, la criminalité organisée et l'abus de drogues en Afrique de l'Ouest (2016 - 2020), et appelant les Etats Membres de l'Afrique de l'Ouest à prendre les mesures nécessaires pour mettre pleinement en œuvre les actions ici énoncées, afin d'atteindre en temps opportun les buts et objectifs fixés ;

Réaffirmant la position commune de l'Afrique de l'Ouest à l'égard de la Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies de 2016 sur le Problème Mondial de la Drogue (UNGASS 2016), appelant à adopter des politiques en matière de drogues axées sur les droits de l'homme et la santé publique, en mettant l'accent sur la réduction des risques et conscients de l'engagement pris par les pays ouest africains pour lutter contre le problème de la drogue mentionné dans le document final de UNGASS 2016;

Reconnaissant l'impact du trafic illicite, de la production et de la consommation de drogues sur la démocratie, la gouvernance, la paix et la sécurité et le développement en Afrique de l'Ouest ;

Conscients du besoin urgent d'encourager les discussions entre les principaux acteurs gouvernementaux, les agents chargés de l'application de la loi et la société civile afin d'élaborer une stratégie commune pour aborder le problème de la drogue dans la région ;

Conscients de ce que les politiques actuelles en matière de lutte contre la drogue favorisent les violations des droits des consommateurs de drogues, affaiblissent le système de justice pénale, détériorent la santé publique, causent la prolifération de la violence, la propagation de maladies

notamment l'infection à VIH, les hépatites, la tuberculose et empêchent de prendre des mesures efficaces de prévention, de traitement et de réhabilitation des consommateurs ;

Reconnaissant les menaces causées par la consommation de drogues sur la santé publique et le développement social en Afrique de l'Ouest et le fait qu'actuellement, aucune réforme concrète n'existe dans les pays de l'Union du Fleuve Mano ;

Appréciant la position progressiste encourageante mais modeste adoptée par les gouvernements du Bénin, du Ghana et du Sénégal en faveur d'une réforme des politiques en matière de drogues ;

Reconnaissant le besoin critique de recueillir des preuves sur l'ampleur de la menace posée par la drogue dans la région du Fleuve Mano pour des recommandations politiques éclairées ;

Notant que la Guinée a entamé un processus de réforme des politiques en matière de drogue ;

Rappelant que le problème mondial de la drogue reste une responsabilité commune qui exige une coopération internationale efficace et accrue ;

Recommandons, par la présente, ce qui suit :

Drogues et santé

- Promouvoir l'approche santé publique dans la lutte contre la drogue, en plus des aspects sécuritaires et de sûreté nationale ;
- Consacrer plus de ressources à la santé publique pour développer les centres spécialisés dans le traitement et la prise en charge des consommateurs de drogues ;
- Intégrer la réduction des risques dans les politiques nationales de lutte contre les drogues pour compléter la réduction de la demande et de l'offre ;
- Mettre en place des programmes de réduction des méfaits et des risques et faciliter l'accès aux soins dans les prisons ;
- Soutenir et créer un environnement favorable à l'implication du secteur privé et des OSC dans les services de traitement, de réadaptation et de réinsertion.

Drogues et crime

- Mobiliser et concentrer les ressources et interventions des structures en charge de l'application de la loi vers la production, le trafic et les réseaux criminels à grande échelle de drogues plutôt que vers les petits consommateurs de drogues qui sont non violents ;
- Doter les responsables en charge de l'application de la loi dans les zones frontalières, les ports d'entrée et de sortie de moyens suffisants pour répondre efficacement au trafic de drogues dans la sous-région ;
- Renforcer les capacités des agents des institutions d'application de la loi afin qu'ils puissent prodiguer une réponse adéquate au problème de drogue dans la région du fleuve Mano tout en protégeant les droits des consommateurs ;

- Assurer un équilibre et une proportionnalité en ce qui concerne les politiques de l'offre et la demande de drogue et orienter la composante de sanctions pénales punitives des politiques aux trafiquants et fournisseurs de drogue ;
- Veiller à l'application rigoureuse des lois à l'encontre des trafiquants de drogues et en particulier ceux qui ciblent la jeunesse et les mineurs ;
- Promouvoir la collaboration entre les Etats de la sous-région afin d'augmenter la fréquence de l'identification et l'arrestation des grands trafiquants de drogues et des cartels ;

Drogues et développement alternatif

Dans le cadre des objectifs de développement durable (Agenda 2030) :

- Promouvoir les programmes alternatifs de subsistance pour les personnes, les familles et les communautés que leur situation expose aux activités de production de drogues illicites ;
- Explorer les possibilités de recherche pour des usages du cannabis à des fins scientifiques, médicales, pharmaceutiques et industrielles.

Réformes politiques et juridiques

- Allouer des ressources adéquates aux institutions de recherche pour produire des données afin de soutenir les politiques de drogue basées sur les preuves ;
- Reformuler les politiques de drogues en promouvant les approches de santé publiques et des droits de l'Homme en plus de l'approche criminelle ;
- Harmoniser les lois sur les drogues en Afrique de l'Ouest afin de minimiser les zones-paradis pour les trafiquants de drogue dans la sous-région ;
- Promouvoir et opérationnaliser les mesures alternatives à l'incarcération ou les mécanismes de détention de la peine non privative de liberté pour une infraction mineure liées conformément aux conventions internationales sur les drogues.

Education sur les risques liés à l'usage de drogue

- Promouvoir l'éducation sur les drogues en milieu formel et informel, les centres de réhabilitation et de traitement basée sur les preuves probantes ;
- Améliorer l'information, l'éducation et la communication / le changement de comportement (IEC / CCC) des mesures dans la sous-région pour réduire la prévalence de la consommation de drogues.

Accès aux médicaments essentiels pour les soins palliatifs et contre les douleurs

- Assurer la disponibilité des opiacés et d'autres médicaments essentiels pour les soins palliatifs et contre les douleurs conformément aux protocoles de l'OMS ;
- Fournir l'accès aux opiacés et à d'autres médicaments essentiels pour les soins palliatifs et contre les douleurs conformément aux protocoles de l'OMS.

Recherches factuelles

- Mener des recherches factuelles pour contribuer à la production de connaissances dans la région du Fleuve Mano et de plaider sur l'impact du trafic de drogue sur la gouvernance, la démocratie et le développement en Afrique de l'Ouest afin de favoriser les réformes politiques au niveau national.

Collaboration multisectorielle et transfrontalière

- Renforcer la collaboration entre la société civile et les organismes publics de la sous-région du Fleuve Mano dans la lutte contre les risques associés au trafic illicite, à la consommation et à la production de drogues ;
- Soutenir la coopération transfrontalière dans la sous-région en matière de prévention, de traitement et de réhabilitation ;
- Veiller à ce que les OSC engagées dans le plaidoyer et les prestations de services en matière de drogues s'intègrent et collaborent étroitement avec les OSC dans le secteur de la santé en général et particulièrement sur les questions telles que VIH / SIDA.

CEDEAO, Partenaires au développement et la Région du fleuve Mano

- Inviter la CEDEAO et autres partenaires du développement à soutenir la région du fleuve Mano à harmoniser les politiques en matière de drogue dans la région sur la base du modèle proposé par la Guinée

Au nom des délégués de la consultation multisectorielle de 2017

Ce communiqué est fait à Abidjan, Côte d'Ivoire ce 26 octobre 2017.

Signé :

S/N	Signee	Designation	Institution/Organisation	Country
1	Krouma Mamadou	Secrétaire Général du Comité Interministériel de Lutte Anti-Drogue (CILAD)	Minister of Interior	Cote d'Ivoire
2	Coumoue Daniella	Ministère de la Sante et de l'Hygiène Publique	Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme, la Toxicomanie et les autres Addictions	Cote d'Ivoire
3	Deli Sylvain	Ministère de la Sante et de l'Hygiène Publique	Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme, la Toxicomanie et les autres Addictions	Cote d'Ivoire
4	Renaud Boulet	Médecins du monde	Médecins du monde	Cote d'Ivoire
5	Tall Lacina	President	Conseil des Organisations pour la lutte contre la Drogue en Côte d'Ivoire	Cote d'Ivoire
6	Fofana Inza	Project Coordinator	UNODC Cote d'Ivoire	Cote d'Ivoire
7	Bamba Sindou	Focal Point	West Africa Drug Policy Network – Cote d'Ivoire Chapter	Cote d'Ivoire
8	Nicolas VAKO	IDPC National Focal Point	UNICO	Cote d'Ivoire
9	Tall Aguibou	Coordinateur National du Comité Interministériel de lutte contre la Drogue	Ministry of Interior	Guinea
10	Camara Farimba	Directeur Général de l'office Central Anti-Drogue (OCAD)	Ministry of Interior	Guinea
11	Lanciné Magassouba			Guinea
12	Dr Mamady Mory Keita	Psychiatre	Ministère de la Santé	Guinea
13	Alpha Diallo	Focal Point	West Africa Drug Policy Network – Guinea Chapter	Guinea

S/N	Signee	Designation	Institution/Organisation	Country
14	Esther Grant	Division of Rehabilitation at the Ministry of Health	Ministry of Health	Liberia
15	Marvis G. Hubbard	Chief of Women and Children	Liberia Drug Enforcement Agency	Liberia
16	Charlyn Davis Worzie MIA	National Gender Specialist	Ministry of Internal Affairs	Liberia
17	Sam T. Artis	Counties Service Center Coordinator	Ministry of Internal Affairs	Liberia
18	Marilyn Myers	Administrative Assistant Minister's Projects	Ministry of Health	Liberia
19	Mr. Robert B Kutu Akoi	Chief of Prevention	Liberia Drug Enforcement Agency	Liberia
20	Julius Togba	Focal Point	West Africa Drug Policy Network – Liberia Chapter	Liberia
21	Morie Lengor	Director of Crime Services/ Chairman of transnational organised crime	Ministry of Interior	Sierra Leone
22	Daniel Yapo Sesay	Head of Sierra Leone National Drug Law Enforcement Agency (NDLEA)	Ministry of Interior	Sierra Leone
23	Mr. Sitta Kamara		The Ministry of Health and Sanitation	Sierra Leone
24	Alhaji Dr. Momodu Sesay	Executive Secretary	Sierra Leonean National HIV/AIDS Secretary	Sierra Leone
25	Prince Bull Luseni	Focal Point	West Africa Drug Policy Network – Sierra Leone Chapter	Sierra Leone
26	Orou Saka	Secrétaire Permanent	CILAS	Benin
27	Bouraima Taïrou Nouréni	Directeur	OCERTID	Benin

S/N	Signee	Designation	Institution/Organisation	Country
28	Charles Assogba	Focal Point Benin	Social Watch	Benin
29	Idrissa Ba	WACD Commissioner	West Africa Commission on Drugs (WACD)	Senegal
30	Pr Alioune Badara Diop	Directeur du Laboratoire Institutions, Gouvernance Démocratique et Politiques Publiques	Université Cheikh Anta Diop de Dakar	Senegal
31	Aida Sylla	Chef de la Division Santé Mentale	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Senegal
32	Yaw Akraasi Sarpong	Former- NACOB Secretary	West Africa Drug Policy Network – Ghana Chapter	Ghana
33	Araba Essilfua Arhin	Researcher		Ghana
34	Chizoba U. Chine	Law enforcement and Cooperation	ECOWAS	Nigeria
35	Atuahene S. Kyeremeh	Director of Research monitoring and Evaluation	Ghana AIDS Commission	Ghana
36	Timothy Debrah	WADPN - Ghana	WADPN	Ghana